

Procès-verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (socle commun)

Séance du 14 décembre 2018

Le quatorze décembre deux mille dix-huit, à 13 heures 30, le Comité syndical, dûment convoqué le sept décembre 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice :	108
Nombre de délégués présents ou représentés :	64 dont 22 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), Mme Perrine Precetti (Antony), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Bruno Tuder (Bagneux), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Pascal Turano (Charenton), M. Jean-Paul Martinerie (Châtenay-Malabry), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Xavier Caron (Enghien-les-Bains), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Boutaïeb Kaddani (Joinville-le-Pont), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Philippe Brillault (Le Chesnay), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), M. Jean-Marie Ballet (Puteaux), Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison), Mme Cécile Ranguin (Saint-Denis), M. Alain Guetrot (Saint-Maurice), M. Patrice Pattée (Sceaux), Mme Catherine Bloch (Vaucresson), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Alain Schumacher (Grand-Paris-Grand-Est), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lievre (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

Suppléants avec voix délibératives :

M. Hervé Leuci (Bobigny), M. Patrice Marchal (Nanterre), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud), Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé), M. Philippe Cipriano (Saint-Maur-des-Fossés).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Jean-François Monino (Aubervilliers) à Cécile Ranguin, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) à Bernard Accart, M. Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne) à Jean-Marc Bourjac, M. Serge Kehyayan (Clamart) à Monique Bouteille, M. Hervé Hemonet (Colombes) à Geneviève Gaillabaud, M. Bruno Hélin (Créteil) à Samuel Besnard, M. Yves Menel (Garches) à Dominique Lebrun, M. Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) à Christophe Bernier, M. Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) à Pascal Butin, M. Jacques Godard (Le Bourget) à Alain Schumacher, M. Rodéric Aarsse (Malakoff) à Jean-Michel

Arberet, M. Philippe Lebeau (Pantin) à Catherine Pilon, Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville) à Boujemaa El Kasmi,
M. Christian Page (Saclay) à Françoise Schoeller, M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson) à Patrice Pattée, M. Hervé Fleury (Versailles) à Philippe Brillault, M. Alain Bortolameolli (Villeneuve-La Garenne) à Thierry-Michel Isoard, M. Jean-Marc Szmaragd (GPSO) à Bernard Roche, M. Antoine Dupin (GPSO) à Hervé Lievre, M. Gauthier Mougin (GPSO) à Christine Bruneau, M. Patrick Ollier (MGP) à Catherine Baratti-Elbaz, M. Daniel Guiraud (MGP) à Christophe Najdovski.

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, Florent Texier, Directeur des finances, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' - socle commun**) de la séance du 7 novembre 2018
2. Informations :
 - Avenant n°4 relatif aux modalités financières Velib'
 - Avenant n°5 relatif au montant du marché 2018 Smovengo
3. Délibérations :
 - Modification des montants des contributions 2018 au Syndicat
 - Décision modificative n°3 du budget annexe 2018 Régie Velib'
 - Montants des contributions 2019 au Syndicat
 - Décision modificative n°2 du budget principal 2018
 - Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence
4. Points divers

La Présidente a ouvert la séance à 14 heures 13 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme France Bernichi est désignée secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 7 novembre 2018

La Présidente donne la parole aux membres.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) revient sur l'absence de quorum lors du dernier vote de la précédente séance du Comité syndical. Il indique que plusieurs villes ont réfléchi sur ce sujet et qu'elles souhaiteraient que tous prennent leur responsabilité. Il rappelle que les membres sont en charge du Syndicat et que la non prise de décisions lors d'un Comité peut engendrer de vraies difficultés. Il entend qu'il est nécessaire d'avoir le quorum pour toutes les délibérations, mais il est important aussi de laisser des pouvoirs en cas de départ en cours de Comité. Si la situation devait se reproduire, il propose de convoquer à nouveau les membres du Comité rapidement dans les délais prévus et dans ce cas, dit-il, le quorum n'est plus obligatoire. C'est une question de principe : il n'est pas utile de laisser des délibérations en suspens. Il rappelle que d'autres syndicats en Ile-de-France le font fréquemment.

La Présidente indique avoir hésité à convoquer une nouvelle séance. Elle a fait le choix de ne pas le faire cette fois-ci, parce qu'il n'y avait pas d'urgence à court-terme, mais précise qu'elle n'hésitera pas si cela s'avérait nécessaire à l'avenir.

Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) souhaite revenir sur un sujet concernant Velib' et demande : « où en sommes-nous sur la livraison de stations autoportantes et sous quel délai ? ».

La Présidente indique qu'à priori il n'y a pas de problèmes.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) considère que le procès-verbal ne reflète pas ce qui s'est réellement passé en fin de séance. Il souhaite que soit apporté des modifications précisant la demande de vérification du quorum lors du vote et la comptabilisation des pouvoirs dans le quorum. Il informe avoir écrit après la séance à la Présidente qui lui a répondu de la même manière qu'aujourd'hui, que les délibérations allaient être représentées. Il souhaite cet ajout au procès-verbal afin d'éviter de le contester.

La Présidente accepte que soit ajouté au procès-verbal l'observation. Elle tient à rappeler qu'il est précisé dans les statuts du Syndicat que les pouvoirs sont comptabilisés dans le quorum, et qu'elle a quand même soumis au vote les délibérations tout en précisant que le quorum serait vérifié.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) indique qu'il enverra les termes qu'il souhaite voir apparaître dans le PV.

En l'absence d'autres observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 7 novembre 2018 est adopté.

2 – Informations

- Avenant n°4 relatif aux modalités financières Velib’
- Avenant n°5 relatif au montant du marché 2018 Smovengo

La Présidente rappelle que les informations liées à ces avenants, déjà présentés lors du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d’exploitation de la Régie Velib’, sont disponibles sur les espaces membres des élus.

3 - Délibérations

3.1 Modification des montants des contributions 2018 au Syndicat (délibération 2018 31)

Au préalable, **la Présidente** rappelle aux membres que la décision modificative n°3 du budget annexe 2018 Régie Velib’ qui vient de recueillir un avis favorable par les membres du Comité intervenant en substitution du conseil d’exploitation va leur être soumise pour approbation et que la décision modificative n°2 du budget principal 2018 va leur être soumise pour adoption.

Les modifications du budget principal sont la conséquence de la résiliation de la délégation du service public (DSP) Autolib’ en juin dernier, notamment en fonction des redevances attendues. Le Syndicat devrait recevoir les redevances 2018 en 2018 et celles-ci devraient être reversées aux communes cette même année. Elles portent également sur la section des dépenses et des recettes en fonctionnement comme en investissement.

Elle ajoute que la décision modificative du budget principal doit aussi prendre en compte le protocole signé avec la société Autolib’ pour une sortie progressive du service du 25 juin au 31 juillet 2018, avec une prise en charge partagée entre la société Autolib’ et le Syndicat (jusqu’à 1,9 millions d’Euros). La société Autolib’ ayant envoyé la facture du protocole avec deux mois de retard et sans justificatifs fiables, le Syndicat a demandé des éléments de justifications supplémentaires. Il a été noté le retard dans la transmission de la facture et les biens de retour (dont les données) n’ont pas été transmis correctement. Une partie des données a été transmise et figure dans les espaces membres du Comité syndical : cela permet de connaître l’usage plus précis des stations dans chaque collectivité. Avec l’accord des membres, elles seront rendues publiques dans l’esprit de *l’opendata*. La Présidente attire l’attention sur le fait qu’une partie des données concerne la recharge électrique : ce sont des informations pouvant être utiles pour donner un nouvel usage aux bornes. Elle indique que la décision modificative amène à intégrer le risque de paiement de montants maximum en 2018 pour le protocole. La question de la contribution 2019 est également à l’étude.

Les autres factures présentées par le Groupe Bolloré sont liées à la question de la Valeur Net Comptable (VNC) des bornes. Elle indique que les équipes du Syndicat se sont rendues à Vaucresson pour consulter les données et obtenir des justificatifs précis de la VNC, mais à ce jour le Syndicat n’est pas en possession de l’ensemble des justificatifs nécessaires. Le Syndicat et nous considérons que la VNC devra être payée, mais s’agissant d’argent public, il doit être en situation de justifier chaque euro dépensé.

De la même manière, le coût de la résiliation, estimé à 43 millions d'euros par la société Autolib' est contesté par le Syndicat pour manque de justificatifs ou justificatifs erronés. Le travail se poursuit entre les équipes du Syndicat et celles de la société Autolib'.

La Présidente ajoute que l'ensemble des factures sera vérifié car il est nécessaire de présenter aux collectivités adhérentes une facture qui sera juste par rapport aux dépenses et justifiée. La provision des factures sera probablement appelée sur l'exercice du budget 2019, mais à sa plus juste valeur.

Concernant le poste du déficit d'exploitation au moment de la résiliation, plusieurs analyses juridiques de la DSP amènent à penser que le Syndicat pourrait ne pas avoir à payer la somme de 175 millions d'euros demandée par la société Autolib', puisqu'un arrêt de service est survenu. Cela amène à estimer un coût global bien inférieur aux factures présentées.

La société Autolib' a déclenché une procédure de conciliation, obligatoire pour le Syndicat. Les parties avaient 15 jours pour désigner un conciliateur. La société Autolib' a désigné Monsieur Didier Faury, expert-comptable et le Syndicat a désigné Monsieur Fabrice Melleray, professeur des universités en droit public. Les deux conciliateurs devront se mettre d'accord pour désigner un Président que les deux parties doivent accepter. La conciliation se déroulera sur 90 jours. À l'issue, une proposition formelle sera faite que les parties sont libres d'accepter ou non.

Concernant les bornes, la Présidente indique avoir proposé de les réutiliser sans les réintroduire dans l'actif de la collectivité. Une vingtaine de communes ont déjà demandé à reprendre leur gestion, dont Paris. Plus de la moitié des bornes Autolib' ne sont donc plus de la responsabilité du Syndicat. Cette étape est indispensable afin de pouvoir confier la gestion des bornes à un tiers. A ce propos, les discussions se poursuivent avec les syndicats d'énergies et la MGP et il a été aussi demandé à la ville de Paris de formaliser son action sur ses bornes afin que cela puisse être diffusé à l'ensemble des services techniques des autres communes.

La situation actuelle donne lieu aux délibérations à l'ordre du jour avec une contribution d'équilibre Autolib' supplémentaire aux collectivités pour un montant qui représente 3700 € par station (montant maximum).

La Présidente donne la parole aux membres.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) indique qu'il juge importante la saisine du Comité de Conciliation qui a eu lieu depuis le précédent Comité syndical et le dernier courrier envoyé par la société Autolib' à la Présidente. Il remercie la présidente, la directrice et le personnel du Syndicat pour l'accueil dans leurs locaux lorsqu'il est venu consulter les différents documents qu'il a, dit-il, trouvé très instructifs. Il souhaite préciser que sa démarche, et celle de plusieurs communes, se divisent en deux étapes : la première concernait les désaccords sur la résiliation de la DSP, et la seconde consistait à la défense par le Syndicat des intérêts des collectivités. Sur cette deuxième étape, il partage la démarche menée par la Présidente et constate que sur l'ensemble des documents communiqués par la société Autolib', d'importantes erreurs apparaissent. Cela pourrait être qualifié de mauvaise volonté, d'incompétence ou de tricherie manifeste.

Par exemple, la société Autolib' revendique 892 000 € de dédite pour le bail de location d'un groupe français pour garer les voitures : or, le bail comporte une clause permettant d'y mettre un terme à tout moment. Cette somme n'est donc pas justifiée, et d'autres cas comparables remplissent des cartons de ramettes de papier du Syndicat. En tant que représentant de la commune du Chesnay, au nom de celle de Versailles et d'autres, il accompagne le Syndicat dans cette démarche. Mais il souhaite

comprendre les délibérations mis au vote. Si la société Autolib' a effectué la saisine du Comité de conciliation pour le déficit passé, pourquoi ne pas y intégrer les trois postes (VNC, passif, résiliation) au lieu de les intégrer aux cotisations à voter ce jour. Il ne comprend pas la demande afin d'ouvrir des crédits pour quelques points alors que la Présidente peut globaliser l'ensemble des questions à l'ordre du jour de ce Comité de conciliation. Il propose que tous les membres soient solidaires : pourquoi voter aujourd'hui plusieurs décisions budgétaires alors que celles-ci peuvent être mises à l'ordre du jour du Comité de conciliation. En fonction de la proposition de la Présidente, son vote s'orientera. Il remarque, par l'importance du travail de contrôle à effectuer, qu'une aide extérieure serait souhaitable, notamment concernant la lecture juridique et financière des documents.

La Présidente souhaite rappeler que tous les membres peuvent avoir accès aux documents au siège du Syndicat.

Mme Perrine Precetti (Antony) indique que sa ville a envoyé, au Syndicat, un courrier le 23 novembre dernier au sujet de la convention, et qu'aucune réponse n'est parvenue. Elle ajoute, qu'à la suite du mail envoyé début décembre demandant copie de la lettre adressée à la société Autolib' aucune copie ne leur a été transmise, alors que lorsque le Syndicat écrit au SIPPEREC, la lettre est publiée. Elle rejoint le représentant du Chesnay concernant le vote des délibérations. Elle n'est pas certaine que les statuts permettent l'évolution de la contribution demandée : l'article 14 dit qu'elle n'est possible qu'en cas de faillite du délégataire, ce qui n'est pas le cas. Elle indique qu'une loi interdit aux communes de prendre en charge dans son budget propre les dépenses liées à un SPIC (Service Public Industriel et Commercial). Concernant la délibération sur 2019, celle-ci devrait intervenir lors du budget 2019 et non pas maintenant.

La Présidente fait un point sur l'accès aux documents. Elle indique que tous ceux concernant les statuts du Syndicat, la DSP et ses avenants, les PV du Comité syndical sont en ligne sur le site du Syndicat, rubrique Actes Administratifs. Concernant la communication des lettres au SIPPEREC ou SIGEIF, elle les communique aux membres car le Syndicat n'est pas en situation de contentieux avec ces derniers contrairement à la société Autolib' où des sommes importantes sont en jeu. Elle apporte une attention particulière sur la diffusion de certaines lettres même s'il est possible de les rediscuter avec certains des maires. Il y a des sujets d'ordres généraux et d'autres plus sensibles.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) exprime son accord sur l'intérêt de travailler ensemble. Il rappelle que les discussions stratégiques de la société Autolib' se tiennent à huis-clos en conseil d'administration. Il suggère que les discussions sur la stratégie à tenir pour le Syndicat se tiennent dans un groupe de travail afin de rester crédible dans les négociations.

La Présidente note la pertinence de cette remarque.

Mme Christine Bruneau (GPSO) rappelle qu'au précédent Comité, sur les délibérations budgétaires, l'ensemble des représentants de GPSO ont voté contre. A ce jour, elle salue les efforts concrets et appréciés d'une nouvelle forme de gouvernance et du travail d'information en direction des maires qui souhaitent être au plus près des informations du Syndicat. Sur la partie Velib', elle remercie l'engagement passionné de l'ensemble de la direction du Syndicat qui n'a jamais ménagé sa tâche et qui apporte des solutions crédibles et intéressantes qui ont permis l'accord avec Smovengo. Concernant Autolib', comme il a été évoqué lors du dernier Comité, GPSO a pris position que sans un plan de redressement et de capacité de retour à l'équilibre au regard d'un déficit structurel potentiel du Syndicat, il est difficile de valider en l'état les propositions faites. Ils s'abstiendront sur ces délibérations.

M. Malik Salemkour (directeur juridique et de la commande publique) indique qu'une réponse écrite a été rédigée le 4 décembre à la ville d'Antony répondant point par point aux questions, mais celle-ci n'est peut-être pas encore parvenue. Sur l'opportunité des conventions d'utilisation du domaine pour la mise à disposition des stations, il rappelle que c'est de manière volontaire et sans obligation pour les collectivités. Il aurait été possible de s'en passer si la société Autolib' avait remis les biens avec une VNC justifiée par des chiffres sincères. Dans ce cas, un procès-verbal de remise des biens aurait été possible. Le Syndicat n'a pas été en mesure d'acter les montants, et même le nombre de stations est encore discuté avec la société Autolib'. La solution proposée était de ne pas paralyser les communes et permettre à chacune d'elle, si elle le souhaite, de pouvoir mettre à disposition des franciliens des bornes de recharge. Cette convention est au service des communes et si les stations restent inaliénables et indestructibles, il est possible de les démonter ou de les gérer comme souhaitées. Concernant les contributions, il précise que le Syndicat est administratif et gère un service public (SPA), même si les services sont des SPIC. Les adhérents ne payent pas une prestation mais une contribution dans le cadre d'un transfert de compétence pour Velib' définie par la loi. Le Syndicat ne se place pas dans un complément de prix (dans ce cas, les contributions seraient majorées de 20%) ou dans la facturation d'un service, mais dans une recherche d'équilibre budgétaire. Comme toute collectivité territoriale, par principe, le budget doit être défini à l'équilibre. Lorsque le Syndicat a été constitué, il a été dit qu'il n'y aurait pas de contributions car la DSP devait être rentable et que le Syndicat trouverait lui-même ses ressources à travers deux pistes : les redevances d'occupations du domaine public et éventuellement les subventions publiques d'exploitations. Or, le Syndicat a équilibré son budget jusqu'en 2018 mais il avait été évoqué dès 2015 que l'absence de subvention de fonctionnement au Syndicat était curieuse. Sans recettes de la DSP, le CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales) s'impose et appelle les communes à équilibrer le budget du service public. Il est possible de discuter sur le fait que les contributions sont votées en décembre et non pas parallèlement au budget, mais il faut rappeler que c'est une demande des communes. Si on attend février, les communes les contributions ne seraient pas définies et les budgets municipaux votés sans leur connaissance. Il a été demandé que le Syndicat soit en mesure de donner le plus tôt possible le montant des contributions aux collectivités. Il rappelle qu'un groupe de travail d'élus va travailler sur les statuts et enrichir les articles concernant les contributions.

La Présidente explique que s'agissant d'une contribution nouvelle, le principe de la mise en place de cette contribution est voté ce jour afin de construire le Débat d'Orientations Budgétaires et ensuite le budget. A la suite des conseils des juristes, il est plus sincère budgétairement concernant le protocole n°1 d'inscrire la provision sur l'exercice 2018 et non pas 2019. Cela ne veut pas dire que le montant maximum sera appelé.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) souhaite que ces sujets soient globalisés lors du Comité de conciliation.

La Présidente indique qu'il y a un besoin de délibérer aujourd'hui sur les décisions modificatives. Elle rappelle qu'entre le vote de la délibération et l'appel des contributions, il y a un décalage. Elle dit comprendre l'envie de basculer la dépense sur 2019 mais que le comptable public donne un avis négatif et indique la nécessité de provisionner cette dépense sur 2018.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) demande si le seul risque existant est une requalification par le contrôle de légalité. Pour lui, dans le pire des cas, ils ne feraient que l'inscrire eux-mêmes sur 2018. Mais voter la délibération en Comité syndical, c'est en accepter le principe. C'est au Comité syndical de « provoquer » pour voir les réactions opposées. C'est ce qui est fait dans les collectivités.

La Présidente ne souhaite pas se prononcer sur la manière de faire des collectivités. Elle indique seulement qu'aujourd'hui, elle n'a pas les conseils ou la base juridique pour ne pas inscrire cette dépense sur le budget 2018.

Elle est d'accord sur la mise en place de groupes de travail sur des sujets spécifiques et précise qu'il sera proposé en janvier un groupe de travail sur les statuts. Concernant le recours à une aide extérieure, elle indique qu'il existe un besoin de ces compétences juridiques et financières et qu'un marché a été lancé. Elle rappelle que le Syndicat avait déjà des contrats : avec un cabinet d'avocats et avec un cabinet de conseil budgétaire et droit administratif.

Concernant les effectifs du Syndicat elle indique : début 2018, il y avait 29 agents ; en juillet-août, 35 agents (pour récupérer toutes les stations Autolib' et suivre l'exécution du plan de redressement Velib') ; et en décembre, 27 agents. Elle ajoute qu'au cours du 1^{er} semestre 2019 l'objectif est que l'effectif diminue. Elle indique qu'il y aura un rééquilibrage entre les tâches et la facturation Autolib' et Velib' du personnel.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) estime qu'il est important d'inscrire la dépense pour le protocole n°1 au budget 2018 en précisant que c'est sur indication du comptable public.

La Présidente répond que cela sera inscrit au procès-verbal. Ensuite, elle rappelle aux membres que cette délibération vient d'être évoquée et soumise aux membres du Comité siégeant en substitution du conseil d'exploitation et qu'elle a reçu un avis favorable unanime.

En l'absence d'interventions supplémentaires, la Présidente soumet au vote la délibération 2018 31.

Article 1 : **Pour (2060 voix)** : Alfortville, Arcueil, Asnières-sur-Seine, Aubervilliers, Bagneux, Bobigny, Bois-Colombes, Bondy, Bourg-la-Reine, Cachan, Champigny-sur-Marne, Clamart, Colombes, Courbevoie, Créteil, Enghien-les-Bains, Garches, Gennevilliers, Gentilly, Ivry-sur-Seine, La Garenne-Colombes, Le Blanc-Mesnil, Le Bourget, Les Lilas, Levallois-Perret, Malakoff, Montreuil, Montrouge, Nanterre, Neuilly-Plaisance, Pantin, Paris (Mme Catherine Baratti-Elbaz), Paris (M. Christophe Najdovski), Puteaux, Romainville, Rueil-Malmaison, Saclay, Saint-Cloud, Saint-Denis, Sceaux, Vaucresson, Verrières-le-Buisson, Villeneuve-la-Garenne, Vitry-sur-Seine, Grand-Paris-Grand-Est (Montfermeil), MGP (Patrick Ollier), MGP (Daniel Guiraud) ;
Contre (54 voix) : Antony, Charenton, Chatenay-Malabry, Joinville-le-Pont, Le Chesnay, Maisons Alfort, Nogent sur Marne, Saint Maur des Fossés, Saint Mandé, Saint-Maurice, Versailles ;

NPPV (0 voix) : -

Abstentions (72 voix) : GPSO (Boulogne Billancourt – Mme Christine Bruneau), GPSO (Boulogne Billancourt – M. Gauthier Mougin), GPSO (Chaville), GPSO (Issy-les-Moulineaux), GPSO (Meudon), GPSO (Vanves).

Article 2 : **Pour** : Unanimité

Article 3 : **Pour** : Unanimité

Vote global sur la délibération :

Pour (2060 voix) : Alfortville, Arcueil, Asnières-sur-Seine, Aubervilliers, Bagneux, Bobigny, Bois-Colombes, Bondy, Bourg-la-Reine, Cachan, Champigny-sur-Marne, Clamart, Colombes, Courbevoie, Créteil, Enghien-les-Bains, Garches, Gennevilliers, Gentilly, Ivry-sur-Seine, La Garenne-Colombes, Le Blanc-Mesnil, Le Bourget, Les Lilas, Levallois-Perret, Malakoff, Montreuil, Montrouge, Nanterre, Neuilly-Plaisance, Pantin, Paris (Mme Catherine Baratti-Elbaz), Paris (M. Christophe Najdovski), Puteaux, Romainville, Rueil-Malmaison, Saclay, Saint-Cloud, Saint-Denis, Sceaux, Vaucresson, Verrières-le-Buisson, Villeneuve-la-Garenne, Vitry-sur-Seine, Grand-Paris-Grand-Est (Montfermeil), MGP (Patrick Ollier), MGP (Daniel Guiraud) ;

Contre (54 voix) : Antony, Charenton, Chatenay-Malabry, Joinville-le-Pont, Le Chesnay, Maisons Alfort, Nogent sur Marne, Saint Maur des Fossés, Saint Mandé, Saint-Maurice, Versailles ;

NPPV (0 voix) : -

Abstentions (72 voix) : GPSO (Boulogne Billancourt – Mme Christine Bruneau), GPSO (Boulogne Billancourt – M. Gauthier Mougin), GPSO (Chaville), GPSO (Issy-les-Moulineaux), GPSO (Meudon), GPSO (Vanves).

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2018 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 3 775,65 € par station ouverte au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2018 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : de 12 100 € à 18 250 € par station, soit 1 500 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation :
 - 16 750 € si la station a ouvert au premier trimestre ;
 - 14 700 € si la station a ouvert au second trimestre ;
 - 12 650 € si la station a ouvert au troisième trimestre ;
 - 10 600 € si la station a ouvert au quatrième trimestre.

- Pour les collectivités hors Paris : de 2 100 € à 8 250 € par station, soit 1 500 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation :
 - 6 750 € si la station a ouvert au premier trimestre ;
 - 4 700 € si la station a ouvert au second trimestre ;
 - 2 650 € si la station a ouvert au troisième trimestre ;
 - 600 € si la station a ouvert au quatrième trimestre.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

3.2 Décision modificative n°3 du budget annexe 2018 Régie Velib' (délibération 2018 32)

La Présidente précise que cette délibération vient d'être évoquée et soumise aux membres du Comité siégeant en substitution du conseil d'exploitation et a reçu un avis favorable unanime. Elle donne la parole aux membres. En l'absence d'interventions, elle soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

ADOpte À L'UNANIMITÉ la décision modificative n°3 du budget annexe 2018 Régie Velib' arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	611	13 800 000 €			
	6226		20 000 €		
023	023		15 000 €		
70	70688			10 589 004,73 €	
74	74748			9 600 000 €	
	74758			1 580 000 €	
77	7711				4 000 000 €
	778				2 000 000 €
TOTAL		13 800 000 €	35 000 €	21 769 004,73 €	6 000 000 €

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
021	021				15 000 €
20	2051		15 000 €		
TOTAL			15 000 €		15 000 €

3.3 Approbation des montants des contributions 2019 au Syndicat (délibération 2018 33)

La Présidente La Présidente précise que cette délibération vient d'être évoquée et soumise aux membres du Comité siégeant en substitution du conseil d'exploitation et a reçu un avis favorable unanime. Elle donne la parole aux membres.

Sans intervention supplémentaire, **La Présidente** soumet la délibération 2018 33 au vote.

Article 1 : Pour (2060 voix) : Alfortville, Arcueil, Asnières-sur-Seine, Aubervilliers, Bagneux, Bobigny, Bois-Colombes, Bondy, Bourg-la-Reine, Cachan, Champigny-sur-Marne, Clamart, Colombes, Courbevoie, Créteil, Enghien-les-Bains, Garches, Gennevilliers, Gentilly, Ivry-sur-Seine, La Garenne-Colombes, Le Blanc-Mesnil, Le Bourget, Les Lilas, Levallois-Perret, Malakoff, Montreuil, Montrouge, Nanterre, Neuilly-Plaisance, Pantin, Paris (Mme Catherine Baratti-Elbaz), Paris (M. Christophe Najdovski), Puteaux, Romainville, Rueil-Malmaison, Saclay, Saint-Cloud, Saint-Denis, Sceaux, Vaucresson, Verrières-le-Buisson, Villeneuve-la-Garenne, Vitry-sur-Seine, Grand-Paris-Grand-Est (Montfermeil), MGP (Patrick Ollier), MGP (Daniel Guiraud) ;
Contre (54 voix) : Antony, Charenton, Chatenay-Malabry, Joinville-le-Pont, Le Chesnay, Maisons Alfort, Nogent sur Marne, Saint Maur des Fossés, Saint Mandé, Saint-Maurice, Versailles ;

NPPV (0 voix) : -

Abstentions (72 voix) : GPSO (Boulogne Billancourt – Mme Christine Bruneau), GPSO (Boulogne Billancourt – M. Gauthier Mougin), GPSO (Chaville), GPSO (Issy-les-Moulineaux), GPSO (Meudon), GPSO (Vanves).

Article 2 : Pour : Unanimité

Article 3 : Pour : Unanimité

Vote global sur la délibération :

Pour (2060 voix) : Alfortville, Arcueil, Asnières-sur-Seine, Aubervilliers, Bagneux, Bobigny, Bois-Colombes, Bondy, Bourg-la-Reine, Cachan, Champigny-sur-Marne, Clamart, Colombes, Courbevoie, Créteil, Enghien-les-Bains, Garches, Gennevilliers, Gentilly, Ivry-sur-Seine, La Garenne-Colombes, Le Blanc-Mesnil, Le Bourget, Les Lilas, Levallois-Perret, Malakoff, Montreuil, Montrouge, Nanterre, Neuilly-Plaisance, Pantin, Paris (Mme Catherine Baratti-Elbaz), Paris (M. Christophe Najdovski), Puteaux, Romainville, Rueil-Malmaison, Saclay, Saint-Cloud, Saint-Denis, Sceaux, Vaucresson, Verrières-le-Buisson, Villeneuve-la-Garenne, Vitry-sur-Seine, Grand-Paris-Grand-Est (Montfermeil), MGP (Patrick Ollier), MGP (Daniel Guiraud) ;

Contre (54 voix) : Antony, Charenton, Chatenay-Malabry, Joinville-le-Pont, Le Chesnay, Maisons Alfort, Nogent sur Marne, Saint Maur des Fossés, Saint Mandé, Saint-Maurice, Versailles ;

NPPV (0 voix) : -

Abstentions (72 voix) : GPSO (Boulogne Billancourt – Mme Christine Bruneau), GPSO (Boulogne Billancourt – M. Gauthier Mougin), GPSO (Chaville), GPSO (Issy-les-Moulineaux), GPSO (Meudon), GPSO (Vanves).

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2019 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

- Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 2 600 € par station au titre de la contribution aux frais de gestion du Syndicat.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2019.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2019 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2019.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

3.4 Décision modificative n°2 du budget principal 2018 (délibération 2018 34)

La Présidente donne la parole aux membres.

Sans interventions supplémentaires, **La Présidente** soumet la délibération 2018 34 au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE À L'UNANIMITÉ, la décision modificative n°2 du budget principal 2018 comme suit :

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
024 - Produits des cessions d'immobilisations					900,00 €
021-Virement de la section de fonctionnement					20 070,00 €
13-Subventions d'investissement	13148-Subventions transférables autres communes			1 370 000,00 €	
204-Subventions équipement versées	20421- Biens mobiliers, matériel et études	450 000,00 €			
TOTAL		450 000,00 €		1 370 000,00 €	20 970,00 €

Section de fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011- Charges à caractère général	6132-Locations immobilières	190 000,00 €			
	6226-Honoraires		60 481,18 €		
	637-Autres impôts, taxes (autres organismes)		1 600 000,00 €		
67- Charges exceptionnelles	673-Titres annulés (sur exercices antérieurs)		250 000,00 €		
	678-Autres charges exceptionnelles		1 900 000,00 €		

023- Virement à la section d'investissement			20 070,00 €		
70-Produits services, domaine et ventes diverses ;	70323-Redevance occupation domaine public communal			2 270 851,00 €	
	70388-Autres redevances et recettes diverses			170 000,00 €	
	70872-Remboursement frais B.A. et régies municipales			190 000,00 €	
74-Dotations et participations	74748-Participation autres communes				4 102 885,40 €
TOTAL		190 000,00 €	3 830 551,18 €	2 630 851,00 €	4 102 885,40 €

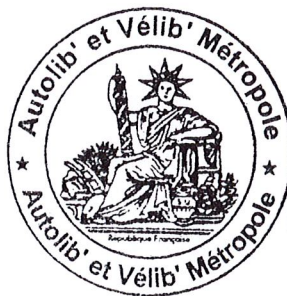
- 3.5 Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence (délibération 2018 35)

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par la Présidente, depuis la séance du 31 mai 2018, en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical à la Présidente, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

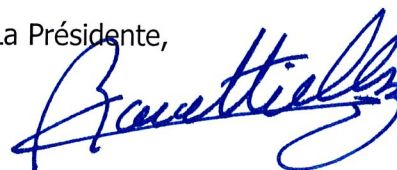
L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 15 heures 17.

La Secrétaire de séance

France Bernichi

La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement